



**PRÉFET
D'ILLE-
ET-VILAINE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**ARRÊTÉ DU 25 JANVIER 2021 portant levée de mise en demeure
à l'encontre du GAEC DU BROUSSAIS, concernant l'élevage de porcs situé
au lieu-dit « Arguignac », sur la commune de SIXT-SUR-AFF**

**Le préfet de la région Bretagne
Préfet d'Ille-et-Vilaine**

Vu le code de l'environnement, et notamment le titre I du livre V des parties législatives et réglementaires ;

Vu le décret n° 2017-849 du 9 mai 2017 modifiant les dispositions réglementaires du code de l'environnement relatives aux installations mentionnées à l'annexe I de la directive susvisée ;

Vu l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre des rubriques n°s 2101, 2102 et 2111 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 40909 du 16 avril 2013 modifié, donnant autorisation au GAEC DU BROUSSAIS pour l'exploitation d'un élevage de porcs au lieu-dit « Arguignac » sur la commune de SIXT-SUR-AFF ;

Vu l'arrêté préfectoral du 7 septembre 2020, portant mise en demeure à l'encontre du GAEC DU BROUSSAIS concernant l'élevage de porcs situé à SIXT-SUR-AFF, de respecter les prescriptions des arrêtés préfectoraux et ministériels susvisés ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 14 décembre 2020 ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant a répondu de manière satisfaisante aux observations figurant dans l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 7 septembre 2020 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine ;

ARRÊTE :

Article 1er : Objet de l'arrêté

L'arrêté préfectoral de mise en demeure du 7 septembre 2020 susvisé, imposant au GAEC DU BROUSSAIS de respecter la réglementation applicable à ses installations situées au lieu-dit « Arguignac » sur la commune de SIXT-SUR-AFF, est abrogé.

Article 2 : Exécution de l'arrêté

Le secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, le sous-préfet de Redon et l'inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au GAEC DU BROUSSAIS et dont une copie sera adressée au maire de la commune de SIXT-SUR-AFF.

Fait à Rennes, le 25 janvier 2021

Pour le préfet,
le secrétaire général,

Ludovic GUILLAUME